



États-Unis : Un autre volet de la « guerre contre le terrorisme » dans la ruée vers l'Afrique

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2013

[WSWS.org](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

L'Armée américaine a annoncé qu'elle allait déployer une brigade de l'armée américaine pour mener des opérations continues sur le continent africain. Selon le rapport de l'Associated Press concernant la décision, ce geste fait « partie d'un effort intensifié du Pentagone pour entraîner les pays à combattre les extrémistes et pour que les États-Unis disposent d'une force prête à être envoyée en Afrique si des crises nécessitant l'armée américaine émergent ».

La Deuxième Brigade, Première division d'infanterie, connue sous le nom de « Dagger Brigade » (La brigade poignard), qui comprend environ 3500 soldats, a été désignée pour servir Washington comme version de l'Afrika Corps. Selon le Pentagone, 104 missions séparées, qui devraient débiter en mars prochain, ont déjà été prévues. Le déploiement d'unités allant de petites équipes d'entraînement à des bataillons de 800 membres est planifié dans 35 pays à travers l'Afrique.

La réaffectation de cette brigade est seulement une part d'un effort pour renforcer le commandement africain du Pentagone, ou AFRICOM, qui a été créé en 2007, mais dont le quartier général demeure à Stuttgart, en Allemagne. Jusqu'ici, aucun gouvernement africain n'est prêt à lui fournir une base d'opérations sur le continent.

Depuis, AFRICOM a fait couler le sang en Libye, où l'organisation coordonnait la guerre États-Unis-OTAN pour le changement de régime qui a évincé le gouvernement du colonel Mouammar Kadhafi en octobre de l'an dernier. Il a déployé plus de 100 soldats en Afrique centrale, supposément pour traquer les guérillas de l'Armée de résistance du Seigneur, et a entraîné les armées de plusieurs pays, que Washington espère utiliser comme forces par procuration, ou comme chair à canon, dans la poursuite des intérêts américains.

En décembre, le chef d'état-major, le général Raymond Odierno, a dit au quotidien de droite le *Washington Times* que le renforcement d'AFRICOM faisait partie d'une nouvelle stratégie militaire mondiale connue sous le nom de « Regionally Aligned Forces », que le Pentagone tente de mettre en place alors qu'il continue de puiser dans les forces d'occupation d'Afghanistan, après avoir été contraint de se retirer d'Irak.

« Il faut adopter une force évolutive et adaptative qui puisse modeler l'environnement dans lequel on évolue en développant des partenaires prêts au combat, en organisant de l'entraînement multilatéral à ou bilatéral et en effectuant des déploiements de troupes, si nécessaire », a dit Odierno.

En d'autres termes, toutes opérations militaires américaines, du secours lors d'un désastre à la soi-disant aide humanitaire, en passant par l'entraînement de troupes africaines, servent de moyens pour « modeler l'environnement », c'est-à-dire préparer le terrain pour une intervention armée directe de la part des États-Unis.

En 2007, J. Peter Pham, un conseiller au département d'État qui a été un membre permanent du comité consultatif d'AFRICOM depuis sa création, a témoigné au sujet de la mission centrale de ce nouveau commandement du Pentagone. Il a décrit cette mission en des termes plutôt directs. Il a dit que cela implique de « protéger l'accès aux hydrocarbures et à d'autres ressources stratégiques que l'Afrique a en abondance, une tâche qui consiste à s'assurer contre la vulnérabilité de ces richesses naturelles et de faire en sorte qu'aucun tiers parti intéressé, comme la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie, n'obtienne des monopoles ou un traitement préférentiel. » Cette dernière considération est devenue de plus en plus déterminante. Dans un sens très concret, la construction d'AFRICOM est le corollaire du « pivot » stratégique vers le Pacifique par l'administration Obama. Washington cherche à employer l'encerclement militaire comme un moyen pour contrecarrer la domination économique croissante de la Chine sur cette région cruciale ainsi que la menace de plus en plus grande qu'elle représente pour la position mondiale du capitalisme américain. De la même manière, en Afrique, Washington cherche à utiliser la force militaire américaine pour contrer l'influence croissante de la Chine sur le continent.

La Chine a surpassé les États-Unis ainsi que l'Union européenne en tant que partenaire commercial numéro un de l'Afrique. Le commerce bilatéral, qui était d'à peine 11 milliards \$ en 2000, a atteint 160 milliards \$ en 2011 et il devrait atteindre 200 milliards \$ cette année.

Dans des conditions où il est prévu que les États-Unis dépendent bientôt de l'Afrique de l'Ouest pour 25 pour cent de ses importations de pétrole, sans mentionner tous les minéraux stratégiques et d'autres matières premières, la concurrence avec la Chine ainsi qu'avec les rivaux économiques en Europe entraîne en fait une nouvelle ruée vers l'Afrique, tout aussi violente et exploitante que sa première conquête coloniale.

Cependant, les préparatifs pour les actions prédatrices de militarisme en Afrique se font sous le prétexte de la lutte contre le « terrorisme » et la menace de « l'extrémisme » sur le continent.

Le commandant d'AFRICOM, le général Carter Ham, a fait une série de discours autant aux États-Unis qu'en Afrique sur cette question. Il a affirmé que des groupes très disparates, qui vont d'Al-Qaïda dans le Maghreb islamique au Mali et en Libye jusqu'au groupe al-Shabab en Somalie et au groupe Boko Haram au Nigéria, menacent de s'allier et de coordonner leurs activités, ce qui pose une menace sérieuse au « territoire » américain. Ni lui ni personne d'autre n'a présenté de preuve montrant une quelconque collaboration entre des mouvements qui ne montre aucune ambition qui dépasserait leur zone nationale.

Plus tôt ce mois-ci, le Wall Street Journal a avancé le même argumentaire dans un article paru à la une intitulé « Terror Fight shifts to Africa » (La guerre contre le terrorisme se tourne vers l'Afrique). Selon le Journal, l'administration Obama « envisage de demander au Congrès d'approuver des pouvoirs accrus » pour mener des opérations militaires contre de présumés terroristes en Afrique. Une telle autorisation du recours à la force militaire a servi de base pour le déclenchement des guerres en Irak et en Afghanistan.

Cette nouvelle autorisation « aurait pour but de permettre les opérations militaires des

États-Unis au Mali, au Nigéria, en Libye et possiblement dans d'autres pays où les militants ont des liens ténus, ou pas de liens du tout, avec les quartiers généraux d'Al-Qaïda au Pakistan », ont confié des représentants de l'administration au Journal.

En réalité, en exploitant le prétexte d'Al-Qaïda – et d'organisations qui entretiennent des « liens ténus » ou inexistantes avec elle – dans ses interventions militaires, Washington a armé et directement appuyé des groupes véritablement liés à Al-Qaïda, d'abord en Libye et maintenant en Syrie, comme forces par procuration dans ses guerres visant un changement de régime.

À la suite du vote du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant une intervention, le Mali semble être la première cible des États-Unis. AFRICOM prépare ouvertement une intervention composée de troupes provenant de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Washington a beau se présenter comme le sauveur du Mali, la situation de ce pays appauvri et enclavé d'Afrique de l'Ouest est essentiellement le résultat de l'impérialisme américain. Ce fut l'intervention des États-Unis en Libye qui fut la cause de la traversée de forces lourdement armées au Mali et ce fut l'Armée américaine qui forma le capitaine Amadou Haya Sanogo, le dirigeant du coup d'État qui renversa le gouvernement du pays en mars dernier. Le Pentagone l'avait entraîné sur des bases militaires des États-Unis en Géorgie, en Virginie et au Texas.

Le développement d'AFRICOM et les préparatifs de nouvelles guerres sur le continent montrent clairement que les interventions en Libye et en Syrie ne sont que le prélude à une offensive mondiale qui ne vise rien de moins que la redivision et la recolonisation d'une bonne partie du monde. L'éruption du militarisme des États-Unis, un sous-produit de la crise historique du capitalisme américain et mondial, va de pair avec les attaques sans cesse plus violentes contre les conditions sociales et les droits démocratiques de la classe ouvrière au pays.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), paru le 27 décembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca